

Démocratie locative : les locataires HLM privés de télé !

Mercredi 27 avril avait eu lieu une rencontre des acteurs du logement social avec le Ministère afin de discuter de la communication destinée à inciter les habitant-es à participer aux élections de représentants de locataires HLM qui se dérouleront du 15 novembre au 15 décembre 2022.

Cette échéance n'interviendra que dans quelques mois et, après une autre échéance électorale majeure pour notre pays. Néanmoins cela ne doit pas conduire à minorer voire à traiter à la va vite un scrutin qui doit au contraire mobiliser toute l'attention des pouvoirs publics jusqu'à Emmanuel Macron qui juste réélu s'est engagé à faire la question du pouvoir d'achat, une priorité nationale.

Aujourd'hui 11 millions de nos concitoyen-nes vivent en logement social, 2 millions ont déposé une demande et un Français sur 2 vit ou a vécu en HLM : la voix des habitant-es mérite d'être entendue.

Les chiffres d'abstention dans les quartiers populaires et les grands ensembles devraient aussi interpeler l'Etat et l'inciter à impulser une grande campagne publique appelant au vote.

Parmi les relais retenus par le Ministère pour informer sur ces élections des locataires, la CNL se réjouit d'y trouver les collectivités locales et les institutions (Sécurité sociale, CAF...) comme le passage de spots radios, deux revendications que nous avons portées. Cependant il n'est pas fait référence à des spots télévisés. Ou plutôt entre deux phrases, les autorités administratives ont signifié que la campagne a un coût qui ne peut être extensible.

Pour la CNL ce type d'argument n'est pas recevable. La télévision fait partie des médias « traditionnels » les plus suivis, comme on l'a vu encore lors des dernières présidentielles. Pourquoi ce qui est possible en termes de spots TV lors des campagnes électorales politiques ou syndicales ne le serait pas quand il s'agit des élections des locataires ?

Durant ces derniers mois de campagne, les habitant-es des HLM ont été un des cibles privilégiées des propos haineux, racistes et anti-pauvres d'Eric Zemmour, stigmatisés par l'extrême droite et une partie de la droite, il est maintenant important d'agir !

Il est urgent de réhabiliter l'image des HLM ! La CNL demande à l'Etat de débloquent les moyens d'une vraie campagne électorale des locataires d'éducation populaire et utile pour faire connaître leurs droits. La démocratie n'a pas de prix.

